

[Texte]

• 1120

Some regions of the country have also been intensely involved in developing safer community structures. Each region is developing in a different way. The Atlantic provinces organized regional workshops and conferences to share information and build collaborative teams within the region.

This is being led by the efforts of the regional offices of the Solicitor General of Canada, the local John Howard Society, and many others.

Some regions have developed very complex infrastructures, such as the British Columbia Coalition for Safer Communities. To encourage the development of municipal, provincial, and federal crime prevention strategies that deal with the causes of crime, the coalition developed partnerships with FCM, the provincial Union of British Columbia Municipalities, as well as local community agencies and organizations, including distinct and special groups dealing with native, multicultural and women's issues.

The Quebec round table, which Mr. Hamelin will be telling us about in a few minutes is also an excellent example of a regional safer community infrastructure in the making. Despite their distinctiveness in operation and structure, these regional networks are committed to social development, a vital component of the safer communities philosophy.

Let's turn our attention to the key points emanating from FCM's recommendations to the standing committee. First of all, we have to start spending smarter. To spend smarter, the federal government must channel some funds into safer communities infrastructures, and consult with representatives from these infrastructures before spending program money to ensure that program dollars are going to be meeting real community needs. The reality of cuts to social programs reinforces the federal government's responsibility of tailoring spending to meet the needs of our communities. We can't afford to do otherwise.

As politicians we face the dilemma, all of the time, of needing to have more developed evaluation technologies to determine whether or not our dollars are being effectively spent on funded projects and programs.

As safer communities advocates we recognize the importance of developing evaluation methods that can examine this comprehensive approach. While we have been able to evaluate strategy, such as Neighbourhood Watch or Block Parents, they are only one piece of the whole. . . we need to find a way to evaluate the whole.

Increasingly, all orders of government need to have clear evidence of what their spending is actually accomplishing. We are going to have to be increasingly accountable for the dollars we spend, and evaluation of safer communities strategies should be a priority of all governments.

[Traduction]

Certaines régions du pays ont aussi participé étroitement à l'élaboration de structures axées sur l'approche des communautés plus sûres. Chaque région adopte une formule différente. Les Maritimes ont organisé des conférences et des ateliers régionaux pour partager de l'information et constituer des équipes de collaborateurs dans la région.

Cela a été fait sous la direction des bureaux régionaux du Solliciteur général du Canada, de la John Howard Society et d'un grand nombre d'autres organismes.

Certaines régions ont élaboré des infrastructures très complexes, comme la Coalition de la Colombie-Britannique pour des communautés plus sûres. Afin de favoriser la création de stratégies de prévention du crime à l'échelle municipale, provinciale et fédérale qui s'attaquent aux causes du crime, la Coalition a établi des liens avec la FCM, l'Union provinciale des municipalités de la Colombie-Britannique et divers organismes communautaires municipaux, y compris des groupes distincts et spéciaux qui s'intéressent aux problèmes des autochtones, des groupes ethniques et des femmes.

La table ronde du Québec, dont M. Hamelin nous parlera dans quelques minutes, est également un excellent exemple d'une infrastructure régionale de communautés plus sûres en voie de développement. En dépit des différences de structure et de fonctionnement, ces réseaux ont à coeur la promotion du développement communautaire, élément vital de l'approche des communautés plus sûres.

Passons maintenant aux éléments clés des recommandations de la FCM au comité permanent. Premièrement, nous devons commencer à dépenser astucieusement. Pour dépenser astucieusement, le gouvernement fédéral doit consacrer plus de fonds aux infrastructures des communautés plus sûres, et consulter les représentants de ces infrastructures avant de dépenser les fonds de programme pour s'assurer que cet argent servira bien à faire face aux besoins de la communauté. C'est justement parce qu'il est forcé de couper dans les programmes sociaux que le gouvernement fédéral doit assumer une plus grande responsabilité en adaptant mieux les dépenses aux besoins de nos communautés. Nous n'avons pas les moyens d'agir autrement.

En tant que personnages politiques, nous ne cessons de nous heurter à la nécessité de trouver de nouvelles technologies pour mieux évaluer l'efficacité de nos dépenses dans le cadre de programmes ou de projets.

Lorsque nous défendons la notion des communautés plus sûres, nous reconnaissons que les méthodes d'évaluation de cette démarche globale sont primordiales. Nous avons effectivement réussi à évaluer certaines stratégies, comme Surveillance de quartier ou Parent-secours, mais c'est un élément seulement de l'ensemble et nous devons trouver les moyens d'évaluer l'ensemble.

De plus en plus, tous les paliers de gouvernement ont besoin de déterminer clairement à quoi servent leurs investissements. De plus en plus, il va falloir rendre des comptes quand nous dépensons de l'argent et l'évaluation des stratégies des communautés plus sûres devrait être une priorité pour tous les gouvernements.